

## *Populisme et mépris de classe*

Interview de Vincent de Coorebyter  
par Paul Blanjean et Guillaume Lohest

**R**ester sourd aux inquiétudes ou aux colères qui s'expriment, et attaquer frontalement le populisme et ses sympathisants sont les meilleurs moyens pour attiser le feu. Dans cette interview accordée dans le cadre de la campagne consacrée à ce phénomène par les Équipes populaires, Vincent de Coorebyter décline les caractéristiques du populisme, les raisons de son succès et les conditions pour l'endiguer.

**Contrastes :** Le populisme est un des mots les plus flous du langage politique. Pour vous, cela reste-t-il un concept pertinent pour analyser ce qui se passe aujourd'hui ?

**Vincent de Coorebyter :** C'est un concept pertinent si on l'utilise dans un sens strict, si on ne qualifie pas de populisme toute idée alternative ou radicale pour la disqualifier. Mais il y a des définitions plus précises qui sont pertinentes si on évite des confusions. À mon sens, il y a deux confusions à éviter. Le populisme, ce n'est pas l'extrême droite pure et simple, même s'il y a souvent dans les partis populistes un petit noyau issu de l'extrême droite. Ce sont des mouvements politiques qui se veulent démocratiques et qui ne militent pas pour une sortie de la démocratie. Il faut prendre acte de cet élément. D'autre part, à mes yeux, le populisme, ce n'est pas l'équivalent de la Turquie, de la Pologne, de la Hongrie actuelle (souvent, on les englobe à tort), qui me paraissent être des régimes ouvertement autoritaires, qui passent par l'élection parce qu'il le faut mais sans en assumer la logique démocratique, avec une base religieuse et/ou nationaliste très forte. Et en réalité, une volonté de basculer en dehors du champ démocratique. J'évitais donc ces deux confusions et je ne ferais pas l'amalgame entre le populisme et ces régimes-là.

### **Quatre caractéristiques**

La définition du populisme tient en quatre caractéristiques. Le populisme suppose un appel au peuple mythifié, homogène et vertueux ; un anti-élitisme envers les décideurs, qu'on oppose au peuple et qui sont corrompus, indifférents, méprisants, centrés sur leurs propres intérêts ; un leader charismatique, démagogique, qui utilise un style rhétorique, un langage simpliste qui essaie d'amener les foules avec lui. Et enfin, une critique du processus de la décision démocratique, jugé trop complexe avec ses commissions consultatives, ses experts, ses procédures lentes, auquel le populisme oppose une action immédiate, forte, simple.

Ces caractéristiques sont la base transhistorique qu'on observe déjà aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Si on veut préciser ce qu'est le populisme aujourd'hui, je pourrais donner la définition suivante : c'est à la fois une idéologie et un type de pratique politique qui tente d'instaurer

un nouveau clivage politique (eux-l'élite, nous-le peuple) pour revenir à un monde perdu, au moyen de procédés simples, court-circuitant les processus complexes de la décision.

La définition générale du populisme couvre donc une série de réalités communes, sauf qu'elle dissimule une différence essentielle. Le populisme de gauche se situe dans un système de pensée binaire, clivant : eux (l'élite) et nous (le peuple). Tandis que le populisme de droite se situe dans une pensée ternaire : eux (l'élite), nous (le peuple), et les autres – les étrangers, les Noirs, les musulmans, les terroristes et éventuellement un certain nombre de minorités variables d'un pays à l'autre (les femmes, les homosexuels, les parasites sociaux, etc.). Il ne faut donc pas se laisser enfermer dans une définition du populisme comme un clivage binaire.

## Quatre raisons du succès

### Comment expliquer le succès récent des partis populistes dans une série de pays ?

Je pointerais quatre grands facteurs, mais la liste n'est pas exhaustive. D'abord, le populisme est une réaction à une donnée nouvelle qu'est l'immigration, qui devient visible à partir des années 1970-1980 car elle concerne des populations extra-européennes perçues comme de culture radicalement différente et comme une menace pour l'identité nationale, pour l'homogénéité du peuple, pour le respect de notre système de valeurs. Qu'on le veuille ou non, il y a une corrélation étroite entre la diversification du phénomène migratoire et la montée des partis populistes.

C'est un facteur majeur, très bien illustré en Belgique par le fait que le Vlaams Blok végétait tant qu'il n'était qu'un parti indépendantiste flamand. Quand il a commencé à agiter le thème de l'immigration et de l'insécurité à la fin des années 1970, il a connu ses premiers succès électoraux. Même phénomène en France avec le FN.

Deuxième élément : le populisme est fondamentalement patrimonial. C'est un système de préservation des acquis, de réaction face au risque de perdre, et ce dans toutes les couches sociales. Dans les milieux populaires, en précarité sociale et financière et en présence de nouveaux arrivants, on tente de préserver ce qu'on a. Même type de réaction dans des classes moyennes qui ne sont pas directement affectées par le phénomène migratoire mais qui craignent de l'être un jour. Et il y a aussi un réflexe de protection patrimoniale dans les couches supérieures. Dans les partis populistes, il y a toujours des noyaux de grande bourgeoisie qui embrassent le populisme pour des raisons fiscales ou de protectionnisme économique. Cette dimension patrimoniale de préservation d'un acquis qu'on considère comme menacé est fondamentale.

Un troisième facteur, c'est l'inefficacité évidente du système démocratique, avec une série de défis qui ne sont pas réglés depuis deux décennies et qui donnent le sentiment qu'il faut radicalement changer la manière de gouverner – et même changer la classe gouvernante. Parce qu'on n'a pas réglé certains conflits internationaux, ni la régulation du commerce, ni la question environnementale, ni la mobilité, ni les inégalités, ni le chômage, etc. Ça pèse lourd.

Et le quatrième élément, c'est l'impression d'un mépris de la part de certaines élites politiques, sociales, intellectuelles, médiatiques, scientifiques envers les colères et les détresses des composantes de la population qui ont l'impression d'être oubliées, méprisées par une élite qui n'admet pas l'expression de leur sensibilité. Dès lors, on va mythifier cette sensibilité

parce qu'on a l'impression qu'elle est complètement balayée ou méprisée par les élites. C'est une composante très visible dans le mouvement des Gilets jaunes en France.

### **Vous ne qualifiez pas le PTB de parti populiste ?**

Non. Il emprunte quelques éléments de la rhétorique populiste, il joue aussi sur le *Eux* (les élites déconnectées) et *Nous* (le peuple de gauche). Il a eu quelques moments de « dégagisme politique », mais c'est relativement superficiel. Son succès vient d'abord de son contact avec les couches populaires. Le PTB est bien conscient de l'ampleur des difficultés vécues, et il veut se concentrer sur cette problématique.

Il se tait sur les problématiques migratoires parce qu'il n'a pas envie d'être interrogé là-dessus, il ne parle pas trop de questions environnementales parce qu'il estime que les classes populaires ont déjà assez de soucis avec leurs fins de mois, et que ces questions sont des sources de contraintes supplémentaires. Il se concentre sur des questions socio-économiques patentées, et ça sert d'antidote puisque ce qui nourrit une partie du populisme, c'est cette précarité ressentie.

Le maillage social, l'étouffement de la parole populiste ou d'extrême droite, et une nouvelle offre politique (le PTB) qui est arrivée à un bon moment expliquent donc le peu de succès du populisme en Wallonie. Si les Gilets jaunes n'ont pas pris l'ampleur qu'ils ont eue en France, c'est principalement pour ces raisons.

### **Peut-on dire que la Wallonie est épargnée par le populisme ?**

Oui, c'est exact. Mais les enquêtes montrent que sur les sujets sensibles sur lesquels le populisme prospère, les Wallons ne sont pas différents des Flamands ! Je suggère une explication parmi d'autres.

En Wallonie, il y a un travail intensif de tissage de liens sociaux. Je pense que c'est un facteur majeur. Auparavant, en France, les liens sociaux, c'étaient l'Église et le Parti communiste. Maintenant, c'est le Rassemblement national qui a pris le relais avec un relatif succès. En Flandre, on a regardé de haut le système des permanences sociales qui maintenaient un lien de proximité entre les mandataires politiques et la population, et on les a remplacées par la "*Goed bestuur*", la bonne gouvernance, qui doit être une affaire de professionnels qui savent comment manager un pays sans être en contact avec le peuple. En Wallonie, dans les sphères socialistes mais pas uniquement, on a maintenu des pratiques de permanence sociale, une présence de proximité dans les villages et les petites villes, un tissu associatif très dense et très ouvert, une forme de simplicité et d'absence de sentiment de supériorité, une facilité à aller au contact, à s'exprimer simplement. Je pense à un célèbre ministre wallon porté sur la bouteille et dont le peuple se sentait très proche... Je suis persuadé que ces aspects-là sont fondamentaux.

À quoi s'est ajouté en Wallonie un cordon sanitaire politique et médiatique qui a pesé sur les votes. Cela nous distingue de nos deux voisins les plus proches, la France et la Flandre. Au milieu des années 1990, cela a effacé de la carte visible des partis d'extrême droite, qui en plus étaient inefficaces, désorganisés et divisés. Le fait de les avoir ostracisés y a contribué. Je ne prétends cependant pas que le cordon sanitaire n'a que des vertus, car il laisse des sujets dans l'ombre, ce qui risque d'entretenir des fantasmes et des rumeurs sur Internet.

J'ajouterais par provocation que la montée du PTB, avec sa nouvelle stratégie consistant à mettre le drapeau marxiste-léniniste en poche et à retourner au contact de la population avec un discours plus simple, moins idéologique, qui part des réalités du terrain (chômage,

santé, pouvoir d'achat... mais pas l'immigration), cela a dû contribuer à ce que ces voix populaires n'aillent pas vers l'extrême droite.

**Vous avez parlé du populisme binaire et ternaire. Le populisme de gauche, théorisé par Chantal Mouffe, se situe dans l'antagonisme binaire « eux-nous » dont le PTB, la France Insoumise en France ou Podemos en Espagne s'inspirent. Est-ce une tentative de réponse au populisme de droite ?**

C'est sûrement une tentative de réponse. Mais je ne crois plus trop à son efficacité. Depuis plusieurs mois, elle bute sur ses limites. D'abord parce que le populisme de gauche ne rentre pas dans la logique ternaire, c'est-à-dire la diabolisation des « autres ». Or, c'est beaucoup plus efficace quand on peut faire comme les populistes de droite, à savoir taper sur les élites mais aussi sur un ennemi extérieur tel que les étrangers, l'Europe, les médias. Dans le cas de Mélenchon, il s'en prend régulièrement aux médias et à l'Europe, mais ça ne fait pas le poids.

Ensuite, parce qu'il me paraît illusoire de réunir dans un même combat politique tous les opprimés et toutes les catégories minoritaires. Un *Nous* ultra-majoritaire qui se lèverait contre *Eux*, l'élite. Illusoire parce que les composantes sociales, les vécus ne sont pas du tout les mêmes. Quand Chantal Mouffe dit très sérieusement qu'elle va pouvoir coaliser toutes les minorités sexuelles avec les musulmans, je ne vois pas comment il est possible ne fût-ce que de les faire dialoguer, alors qu'ils ne sont pas d'accord sur des enjeux vitaux pour les uns et les autres. J'ai l'impression qu'on court derrière un fantasme. Le populisme de gauche me semble être une construction intellectuelle qui ne mord pas sur la réalité. Mais cela ne remet pas en question la pertinence d'une convergence des luttes qui peut s'opérer sur des bases plus simples et plus massives.

## Quatre conditions pour l'endiguer

**Peut-on espérer une sortie du populisme dans les prochaines années ? Quelles sont les conditions pour l'endiguer ?**

Il n'y a pas de fatalisme en histoire. Mais si l'on veut éviter que le populisme se généralise, il faut remplir certaines conditions. J'en identifie quatre. Tout d'abord, il faut oser aborder des sujets tabous que seul le populisme ose aborder, et le faire de manière plus intelligente et plus subtile. Si on lui laisse le monopole de la prise de parole sur des sujets qui dérangent, on risque de préserver sa puissance. La thématique de l'immigration dans ses différentes facettes en est un des principaux.

Un deuxième élément, et on le voit en France depuis quelques mois, c'est qu'il faut savoir prendre en compte les colères, les angoisses et les ressentis même quand ils s'expriment sous une forme brute, caricaturale, mal documentée. Ces ressentis doivent être pris en compte, ce que ne font pas spontanément les responsables politiques.

Une troisième condition, c'est qu'il faut entendre la demande de protection économique, sociale, notamment face au phénomène migratoire là où il peut être légitimement perçu comme potentiellement menaçant, avec ses conséquences sociales qu'il faut entendre. Et il faut avoir des réponses concrètes et ne pas se contenter de dire « on gère ça ».

Le quatrième élément fondamental, c'est qu'il faut cesser de pratiquer le mépris de classe. Le monde politique, les élites sociales, économiques et intellectuelles ont de plus en plus tendance à un « entre-soi », à un regard surplombant et péjoratif à l'égard des sensibilités

populaires. Si on les regarde de haut en les dénigrant, on n'entend pas les exigences qu'elles tentent d'exprimer et on renforce le populisme de manière mécanique.

Je suis persuadé que Donald Trump peut attribuer une partie de sa victoire à la violence avec laquelle Hillary Clinton a traité son électorat potentiel. C'est le vote d'une Amérique profonde qui n'a pas admis qu'on disqualifie un candidat, Trump, qui pour une fois exprimait ses colères et ses inquiétudes profondes, en le jugeant indigne de gouverner. Mécaniquement, il devait faire 25 % des voix (l'Amérique blanche et mâle). S'il en a fait 50 %, c'est en partie parce que la riposte à sa campagne agressive a été très mal gérée. Il est urgent de sortir d'un traitement moral du populisme, qui est contreproductif.

### **Quel rôle les partis politiques et les mouvements sociaux peuvent-ils jouer ?**

Il y a une foule de réponses possibles, mais il faut avant tout se décider à prendre le problème à bras-le-corps. Ce qui n'a pas encore été le cas. Pour moi, il ne faut pas disqualifier le populisme comme étant un dévoiement de l'esprit. Si la réponse politique et médiatique en reste là, on fait fausse route car elle ne fonctionnera pas. Ce n'est pas une vague passagère ou un délire dont on va sortir simplement en dénonçant l'immaturation intellectuelle ou morale de l'électorat populiste. Cela me paraît essentiel. Cela signifie qu'il faut partir des réalités qui s'expriment et rester au contact des fragments de population qui ne sont pas nécessairement les plus modestes mais qui voient dans le populisme un espoir de prise en compte de leurs inquiétudes.

Je ne veux pas nier l'intensité de certains réflexes xénophobes, mais je pense qu'il y a peu de xénophobes heureux et sereins. Beaucoup de gens votent pour des partis populistes pour exprimer une colère ou un ras-le-bol, pour pousser les autres partis à changer d'attitude. Ils utilisent les populistes comme aiguillon. Je pense qu'il y a des espaces de transformation des mentalités. Mais ce ne sera possible que si on part de ce que les gens pensent, vivent, ressentent.

Disant cela, je crains que les médias soient peu efficaces parce que ce ne sont plus des interlocuteurs légitimes et crédibles pour une partie de la population. Les journalistes ont tendance à prendre le populisme frontalement, dans une sorte de dénonciation moralisatrice. Je crois beaucoup plus à l'efficacité du tissu associatif, de l'éducation permanente, c'est-à-dire un travail où on prend les personnes où elles sont, comme elles sont, en groupe, en commençant par leur donner la parole, en leur permettant de se retrouver entre elles, de se sentir enfin prises en considération, en pouvant progressivement déconstruire des stéréotypes, des angoisses, et en co-construisant des alternatives au populisme. Dans le temps court du discours médiatique, je crains que ce soit trop frontal et inopérant. Dans le temps long et le travail collectif de l'éducation permanente, je pense qu'il est possible de faire changer d'option un certain nombre de personnes.

Cet article a été publié dans : *Contrastes*, n° 191, mars-avril 2019, pages 8-11.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Vincent DE COOREBYTER (interviewé par Paul BLANJEAN et Guillaume LOHEST), « Populisme et mépris de classe », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 30 avril 2019, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).